

Les capitalistes peuvent parfois supporter la démocratie électorale, mais dans l'histoire les capitalistes n'ont jamais accepté le résultat d'élections susceptibles de menacer les rapports de propriété capitalistes. C'est ce que rappelle ici Dylan Riley, professeur associé de sociologie à l'Université de Berkeley (Californie) et membre du comité éditorial de la New Left Review.

Le consensus politique actuel insiste avec force sur l'affinité entre capitalisme et démocratie. Pour les idéologues du marché libre, toute restriction substantielle de la liberté du capital conduirait les sociétés sur la « [route de la servitude](#) », comme l'a appelé Friedrich Hayek. Les libéraux et les sociaux-démocrates pensant que les marchés peuvent et doivent être réglementés concèdent néanmoins qu'un système fondé sur la propriété privée des ressources économiques est essentiel si l'on veut préserver la liberté.

Il suffit pourtant de jeter un coup d'œil à l'histoire pour constater que les capitalistes ont été les principaux bailleurs de fonds de certains des régimes autoritaires les plus connus de l'histoire, du Troisième Reich d'Hitler à l'apartheid sud-africain et aux juntas d'Amérique latine. Même si nous définissons la « démocratie » dans son sens le plus minimal, comme un ensemble de procédures permettant d'alterner les équipes gouvernementales par des méthodes formellement pacifiques, il n'y a clairement aucun lien nécessaire entre le capitalisme et un tel cadre politique ; leur coexistence est possible mais en aucun cas inévitable.

À l'heure où les forces autoritaires de droite refont surface, y compris dans les démocraties capitalistes les plus anciennes, une évaluation réaliste de la position des capitalistes par rapport à la démocratie est essentielle. Les classes capitalistes ne sont ni irréductiblement hostiles, ni invariablement favorables à la démocratie. Au contraire, leurs intérêts politiques, comme ceux des autres classes, découlent de leur situation structurelle spécifique au sein des rapports de classe et des circonstances concrètes de la lutte des classes.

Nous devons commencer par identifier clairement les intérêts de classe distinctifs des capitalistes. Parce que les capitalistes en tant que groupe constituent un type de *classe* distinctif, il est important de résister à l'utilisation de catégories qui semblent accessibles mais qui sont en fait fatalement imprécises pour les décrire, comme « les riches ». Les capitalistes ne sont ni « les riches », ni le « un pour cent », ni « l'élite des entreprises ». Ils constituent un groupe d'agents qui occupent une position structurelle distincte dans des rapports antagonistes d'extraction de la plus-value. Une grande partie du caractère de la politique dans les sociétés capitalistes avancées découle du comportement politique distinctif de ce groupe.

Toutes les grandes démocraties capitalistes sont très loin d'être des exemples parfaits « d'élitisme compétitif » ou de « démocratie formelle ». Elles possèdent toutes des déformations majeures, collèges électoraux, systèmes de vote uninominal à un tour, prime à la *supermajorité*, qui créent un fossé entre la représentation et la distribution réelle des opinions politiques dans la société. Mais les remarques qui suivent s'appliqueraient toujours au système représentatif le plus parfaitement organisé.

Comment les capitalistes gouvernent

Les capitalistes se distinguent de toutes les classes dirigeantes qui les ont précédés par la façon particulière dont ils extraient la plus-value des producteurs directs. Les capitalistes s'approprient le fruit de leur travail en vertu de leur propriété légale des principaux moyens de production de la société. En revanche, les capitalistes n'extraient généralement pas la plus-value des producteurs par l'utilisation directe de moyens politiques (tels que la menace ou l'utilisation réelle de la violence ou en s'appuyant sur les autorités de l'État pour contraindre formellement la production de la plus-value). Au contraire, les capitalistes extraient la plus-value dans le processus de production *après* l'échange formellement libre d'argent en échange de la force de travail d'un ouvrier.

Le rapport de classe central qui définit la société capitaliste est donc une relation économique et non une relation directement politique. Comme la position sociale des capitalistes dépend du maintien de cette relation économique, ils ont un rapport particulier à l'autorité politique (ou l'État) en général.

La conséquence la plus importante de la position occupée par les capitalistes dans les rapports d'exploitation est que leurs intérêts de *classe* fondamentaux ne les obligent pas à contrôler directement le gouvernement.

Cela a deux conséquences politiques importantes : tout d'abord, l'exploitation capitaliste est compatible avec l'alternance des équipes dirigeantes à la tête de l'État ; ensuite, les individus qui composent ces équipes ne doivent pas nécessairement être eux-mêmes des capitalistes. En effet, comme le soutiennent de nombreuses théories de l'État capitaliste, les non-capitalistes sont souvent bien plus performants en tant que gestionnaires politiques du capitalisme que ne le seraient les capitalistes eux-mêmes.

En d'autres termes, le système économique capitaliste est compatible avec la démocratie électorale ou formelle. Bien sûr, le capitalisme est également compatible avec des formes politiques autres que la démocratie libérale, comme le montrent les nombreux exemples d'autoritarisme politique existant parallèlement à une économie capitaliste. Mais la véritable particularité du capitalisme est qu'il est compatible avec la démocratie électorale formelle. Aucune autre classe d'appropriation de la plus-value dans l'histoire n'a permis un système politique qui accorde des droits de vote à au moins une partie considérable des producteurs directs. Le fait que les capitalistes aient dans de nombreux cas toléré un tel système résulte de leurs intérêts de classe hautement spécifiques.

Les intérêts politiques spécifiques des capitalistes

En dehors de cette compatibilité générale, il existe un lien plus spécifique entre les intérêts de classe des capitalistes et la démocratie libérale. Ce lien découle du type particulier de relations « intra-classes » qui sont caractéristiques du capitalisme. Puisque les capitalistes s'approprient la plus-value par leur propriété privée et individuelle des principaux moyens de production, ils doivent réaliser cette plus-value par la vente de produits sur le marché. Par conséquent, les capitalistes sont en concurrence avec d'autres capitalistes pour obtenir des parts de marché. En outre, les capitalistes cherchent à entrer dans de nouvelles lignes de production au sein desquelles la concurrence s'exerce.

Ces deux processus, la concurrence *au sein* des branches de production et l'entrée dans de nouvelles branches, signifient que les intérêts économiques spécifiques des capitalistes sont très différenciés, contrairement à d'autres classes dominantes dans l'histoire, même s'ils ont également un intérêt de classe commun. Par exemple, les intérêts des compagnies pétrolières, des producteurs de cellules photovoltaïques et des fabricants d'éoliennes diffèrent les uns des autres. La *guerre Hobbesienne* qui fait rage entre ces différents capitalistes leur donne à tous un intérêt commun dans le maintien d'un ordre juridique impersonnel. La préservation d'un tel ordre nécessite la rotation de différentes équipes gouvernementales dans et hors de l'État.

En bref, les capitalistes ne sont pas seulement potentiellement tolérants vis-à-vis de la démocratie électorale, ils ont également un intérêt *positif* à la démocratie électorale.

Les limites de la tolérance capitaliste de la démocratie

La tolérance de la démocratie électorale par les capitalistes a deux limites bien définies : l'une découle de la lutte des classes, l'autre des conditions structurelles des économies capitalistes.

Considérons la première série de limites. Pendant les périodes de croissance économique, les capitalistes peuvent accepter l'émergence d'organisations de la classe travailleuse qui font pression pour une redistribution du surplus social vers les salaires. Cette attitude est cependant strictement conditionnelle. Les seuls exemples où les capitalistes ont toléré des mouvements ouvriers de masse organisés et des partis politiques sont survenus lorsque ces partis ont soit atténué, soit complètement abandonné, l'objectif de transcender la propriété privée par la prise et le déploiement du pouvoir de l'État.

En d'autres termes, il n'y a *pas* d'exemples historiques de classes capitalistes tolérant même à court terme des partis de masse de la classe travailleuse qui cherchent à abolir les rapports de propriété capitalistes par la prise du pouvoir de l'État. Dans les cas où des partis de masse de la classe travailleuse ont existé au sein du capitalisme, ils ont toujours dû abandonner ou édulcorer leurs objectifs socialistes : c'était aussi vrai de la social-démocratie scandinave que du communisme italien.

Cela a une implication cruciale pour les socialistes. Lorsqu'un mouvement conscient de la classe travailleuse luttant pour le socialisme semble être sur le point de remporter la victoire, les capitalistes abandonnent rapidement tout engagement résiduel envers la démocratie et ont recours à des mesures d'urgence. En conséquence, aucune transition vers le socialisme ne se produira sans la suppression de *l'ennemi* de classe capitaliste. Cela ne peut se produire dans le cadre de la démocratie électorale.

En d'autres termes, l'établissement d'un socialisme démocratique ne peut être lui-même démocratique dans un sens strictement électoral ; il doit en même temps être beaucoup plus démocratique dans un sens *participatif*.

La deuxième limite découle des caractéristiques structurelles de l'économie capitaliste. Les capitalistes, comme je l'ai suggéré ci-dessus, peuvent tolérer la mobilisation des travailleurs pour des concessions matérielles dans un environnement de croissance

économique. Dans ces circonstances, les capitalistes peuvent partager les gains d'un gâteau en expansion avec une classe travailleuse qui a modéré ses revendications politiques. Cependant, lorsque la croissance ralentit, la compétition pour ce gâteau entre le capital et le travail prend de plus en plus un caractère [à somme nulle](#). Dans le même temps, le conflit devient également plus dur entre les capitalistes eux-mêmes.

Dans cet environnement, des stratégies de type « *winner take all* » (« *tout au vainqueur* ») apparaissent, dans lesquelles les capitalistes deviennent de plus en plus réticents à partager les maigres bénéfices de la croissance.

Lorsque la croissance ralentit, les capitalistes commencent alors à passer d'une stratégie d'investissement dans les moyens de production à une stratégie d'utilisation de moyens politiques pour augmenter leur part de la plus-value. Cette stratégie alternative peut prendre de nombreuses formes différentes, du déploiement des forces de police pour expulser les résidents qui ne paient pas leur loyer, à l'utilisation de la législation pour faire respecter les intérêts du capital financier contre les débiteurs ou pour s'assurer un contrôle monopolistique des droits de propriété intellectuelle.

Ces deux évolutions, le caractère de plus en plus [à somme nulle](#) de la distribution entre les classes et au sein de la classe capitaliste elle-même, sont profondément préjudiciables au mécanisme libéral-démocratique, qui exige la « tolérance » et la volonté d'accepter comme légitimes les résultats aléatoires des élections.

Ce que tout cela signifie - pour résumer

Les capitalistes sont la seule classe d'appropriation de la plus-value dans l'histoire à tolérer la démocratie électorale basée sur une large franchise qui englobe une proportion significative de la classe exploitée. En raison de leur position particulière dans les rapports d'extraction de la plus-value, les capitalistes peuvent tolérer à la fois une alternance des équipes dirigeantes et la présence de non-capitalistes à la tête de l'État. Leur tolérance de la démocratie électorale est cependant strictement limitée et conditionnelle.

Il n'existe aucun cas historique où les capitalistes ont toléré le résultat d'élections qui pourraient menacer les rapports de propriété capitalistes. De plus, alors que l'économie mondiale devient de plus en plus stagnante et que les taux d'investissement dans l'industrie et les équipements diminuent partout, une lutte à somme nulle commence à émerger, à la fois entre capitalistes et entre capitalistes et producteurs.

Quoi que puissent impliquer un socialisme démocratique renaissant et un capitalisme en crise, ils n'augurent rien de bon pour l'avenir de l'élitisme compétitif. Quant à savoir s'ils peuvent conduire à l'établissement d'une démocratie socialiste au-delà du capitalisme, c'est une toute autre question.

*

Publié d'abord dans [Jacobin](#) puis traduit par Christian Dubucq.

Illustration : Michal Matlon.